

RD CONGO : Vers une parodie électorale.

En ce moment où tous les milieux politiques et diplomatiques s'accordent à dire que la République Démocratique du Congo n'a jamais été si proche des élections, l'asbl SIMA-KIVU souhaite faire entendre les inquiétudes persistantes des populations congolaises du Kivu concernant l'évolution de ce processus électoral qu'elles appellent de tous leurs vœux. Il est vrai qu'on note à ce jour des avancées dans les préparatifs du rendez-vous électoral annoncé pour 2006. Cependant, nous souhaitons attirer l'attention de la population congolaise, du gouvernement, de la Commission électorale indépendante et du Comité international d'accompagnement de la transition, sur des obstacles majeurs susceptibles de compromettre ou même d'hypothéquer l'organisation de ces élections.

Dans une prise de position du 25 mai dernier, l'asbl SIMA-KIVU soutenait la prolongation de la période de transition, à condition que les autorités congolaises définissent un planning à respecter scrupuleusement et qu'elles réunissent les conditions de la tenue d'élections transparentes, libres et démocratiques. Que constatons-nous à quelques jours de la clôture de l'enregistrement des électeurs ?

1. Des problèmes politiques, techniques et matériels

En l'absence d'un quelconque recensement de la population, les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs avaient démarré dans la capitale Kinshasa et suscité un réel engouement. En province par contre, le processus a révélé toutes ses insuffisances, notamment les estimations arbitraires du nombre d'électeurs, le non acheminement des kits dans certains centres d'enrôlement, le vol de kits électoraux au Nord-Kivu et dans la Province Orientale, etc. En outre, des doutes sont apparus quant à la fiabilité maximale du dispositif informatique utilisé et à la formation des opérateurs de saisie des données. Dans certaines provinces, les opérations ont été clôturées avant que la moitié de la population en provenance des villages n'ait atteint les rares centres d'identification et d'enrôlement. Ainsi, à la fin du mois de septembre 2005, plus de 50% de la population des provinces du Kasaï Oriental et du Nord-Kivu n'étaient pas enrôlées, tandis qu'au Sud-Kivu et dans le Maniema, seuls 35% des électeurs ont réussi à s'enregistrer.

Alors que de nombreux Congolais sont ainsi exclus du processus électoral, des preuves existent quant à l'enrôlement de personnes exclues par la nouvelle loi sur l'identification et l'enrôlement des électeurs. De nombreux étrangers et des militaires - dont le Président Kabila lui-même - ont facilement transgressé la loi, tandis que l'activisme du président du RCD-Goma, Azarias Ruberwa, à faire rentrer au Congo 45.000 "réfugiés rwandophones" n'ayant pas été identifiés comme Congolais, est incompréhensible. Car, au même moment le gouvernement congolais, dont il est Vice-président, se déclare incapable d'assurer le retour et la sécurité d'autres compatriotes "non rwandophones" qui croupissent misérablement depuis des années dans des camps de réfugiés en Tanzanie.

Soutien aux Initiatives des Mouvements Actifs au Kivu

Nous nous interrogeons sur la marge d'autonomie de la Commission électorale indépendante (C.E.I.) vis-à-vis des bailleurs de fonds occidentaux : le Commissaire européen chargé du Développement et de l'aide humanitaire, Monsieur Louis Michel, déclarait en septembre à Kinshasa que le chiffre de 15 millions d'électeurs serait satisfaisant !

Pour ces raisons et pour d'autres non explicitées, certaines formations politiques en appellent déjà au boycott non seulement des opérations préélectorales, mais aussi du scrutin lui-même. Peut-on raisonnablement faire fi de leurs remarques au moment où des signes de plus en plus inquiétants en provenance de l'Est du pays montrent que le déficit sécuritaire des opérations d'enrôlement se répercutera sur la suite du processus ?

2. Inquiétudes persistantes au Kivu

L'opération d'identification et d'enrôlement dans les trois provinces du Kivu a permis de confirmer la persistance d'un climat d'insécurité. A ce sujet, les récentes allégations du patron de la MONUC sont très inquiétantes. En effet, selon M. William Swing, *"le départ des groupes armés étrangers de la RDCongo n'est pas un préalable à l'organisation des élections..."*. Cette déclaration permet de comprendre pourquoi les opérations militaires menées par les Casques Bleus de la MONUC dans les territoires de Walungu, Shabunda, Mwenga et Kabare, - soit disant *"dans le but de sécuriser les populations locales quotidiennement harcelées par les combattants Hutu rwandais et d'élargir leur zone de contrôle"* -, ont consisté simplement à repousser ceux-ci plus à l'intérieur du territoire congolais, ce qui complique davantage leur rapatriement, unique solution à ce problème. Quelle campagne électorale digne de ce nom sera possible dans une insécurité généralisée causée par la présence de groupes armés rwandais, ex FAR et "Interahamwe" présentés comme FDLR ou comme Rastas dans les forêts et dans certains villages du Kivu ?

L'autre inquiétude persistante vient du parti du Vice-président Ruberwa. Son Général Laurent Nkundabatware, après avoir menacé de renverser le gouvernement central, s'est lancé dans une nouvelle "mutinerie" à la tête de soldats, tous "rwandophones", appartenant à des bataillons de l'ex-Armée nationale congolaise, ancienne branche armée du RCD-Goma. Ce sont ces troupes qui concrétiseront la prédiction faite par SIMA-KIVU d'une déstabilisation de l'Est du Congo afin d'y empêcher la tenue d'élections libres. Dans ce contexte, la récente décision du Président Joseph Kabila d'opérer des changements à la tête de la 10ème Région militaire (au Sud-Kivu), et ce, au moment où l'on prépare de grandes échéances, continue de susciter des interrogations : la nomination du Général Mathieu Agolowa, qui avait déjà collaboré avec les agresseurs, en remplacement du Général Budja Mabe, qui avait empêché l'exécution du plan rwandais, n'a-t-elle vraiment rien à voir avec la mise à prix de la tête de ce dernier par Paul Kagame et Azarias Ruberwa depuis les massacres de Gatumba en juin 2005 dont ils l'accusaient injustement ?

De plus, le gouverneur de la province du Nord-Kivu et Vice-président du RCD-Goma, Eugène Serufuli, organise depuis plusieurs mois le recrutement de nombreux jeunes congolais "rwandophones" pour une formation militaire au Rwanda. En même temps,

Soutien aux Initiatives des Mouvements Actifs au Kivu

il est engagé dans une vaste opération d'infiltration en RDC de citoyens rwandais, essentiellement des hutus parmi les 36.000 prisonniers récemment libérés des prisons rwandaises, à qui sont remises des attestations de perte de pièces d'identité congolaise. Le but est de les faire participer aux élections, en cas d'échec du scénario militaire. Vu le nombre de "rwandophones" habitant sur place, plus les 30.000 "réfugiés rwandophones" rentrés à ce jour au Nord-Kivu, auxquels s'ajoutent les 45.000 du Rwanda et les 5.000 de l'Ouganda que réclame Azarias Ruberwa - tous en âge de voter -, le RCD-Goma est sûr de rafler frauduleusement la majorité des sièges à la province. Il disposerait ainsi d'un moyen légal lui permettant de mettre en application son plan d'autonomie du Kivu et son annexion au Rwanda.

Il est donc manifeste que des élections dignes de ce nom sont hypothéquées. Aurons-nous des élections libres, transparentes et démocratiques comme nous le souhaitons, ou bien aurons-nous une parodie d'élections destinées à offrir une légitimité aux dirigeants actuels de la RDCongo qui ont montré leur incompétence et dont la majorité d'entre nous souhaite se débarrasser ?

Fait à Bruxelles, le 18 octobre 2005

Pour l'asbl SIMA-KIVU

Ses administrateurs

Déocard B. KARHAMBA
Esaïe KABWIT NJIMBU